

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1900

THÈSE

No

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Mardi 17 Juillet 1900, à 1 heure

Par HUBERT-CONSTANT LEGRAND

Né à Paris, le 27 novembre 1875.

Ancien externe des hôpitaux de Paris.

DE

La Faible Natalité

EN FRANCE

Étude d'Hygiène sociale

Président : M. BUDIN, professeur.

Juges : MM. REMY

BONNAIRE et WALLICH, agrégés.

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

JOUVE & BOYER

IMPRIMEURS DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, Rue Racine, 15

1900

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1900

THÈSE

N^o

366

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Mardi 17 Juillet 1900, à 1 heure

Par HUBERT-CONSTANT LEGRAND

Né à Paris, le 27 novembre 1875.

Ancien externe des hôpitaux de Paris.

DE

La Faible Natalité

EN FRANCE

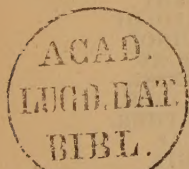
Étude d'Hygiène sociale

Président : M. BUDIN, professeur.

Juges : MM. REMY.

BONNAIRE et WALLICH, agrégés.

Le candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.



PARIS

JOUVE & BOYER

IMPRIMEURS DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, Rue Racine, 15

1900

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

	Doyen..... M.	BROUARDEL.
	Professeurs.....	MM.
Anatomie.....		FARABEUF.
Physiologie.....		CH. RICHET.
Physique médicale.....		GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....		GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....		BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....		BOUCHARD.
Pathologie médicale.....		{ HUTINEL.
		DEBOVE.
Pathologie chirurgicale.....		LANNELONGUE.
Anatomie pathologique.....		CORNIL.
Histologie.....		MATHIAS DUVAL.
Opérations et appareils.....		BERGER.
Pharmacologie et matière médicale.....		POUCHET.
Thérapeutique.....		LANDOUZY.
Hygiène.....		PROUST.
Médecine légale.....		BROUARDEL.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....		BRISAUD.
Pathologie expérimentale et comparée.....		CHANTEMESSE.
		{ POTAIN.
Clinique médicale.....		JACCOUD.
		HAYEM.
		DIEULAFOY.
		GRANCHER.
Maladies des enfants.....		JOFFROY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....		FOURNIER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques ..		RAYMOND.
Clinique des maladies du système nerveux.....		{ TERRIER.
		DUPLAY.
Clinique chirurgicale.....		LEDENTU.
		TILLAUX.
Clinique ophthalmologique.....		PANAS.
Clinique des maladies des voies urinaires.....		GUYON.
Clinique d'accouchement.....		{ BUDIN.
		PINARD.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.
ACHARD.	GAUCHER.	ROGER.
ALBARRAN.	GILLES DE LA TOURETTE.	SEBILEAU.
ANDRÉ.	HEIM.	TEISSIER.
BONNAIRE.	HARTMANN.	THIERY.
BROCA Auguste.	LANGLOIS.	THIROLOY.
BROCA André.	LAUNOIS.	THOINOT.
CHARRIN.	LEGUEU.	VAQUEZ.
CHASSEVANT.	LEJARS.	VARNIER.
DELBET.	LEPAGE.	WALLICH.
DESGREZ.	MARFAN.	WALTHER.
DUPRÉ.	MAUCLAIRE.	WIDAL.
FAURE.	MENETRIER.	WURTZ.
	MERY.	

Chef des travaux anatomiques..... M. RIEFFEL.

Par délibération, en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON GRAND-PÈRE

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE :

MONSIEUR LE PROFESSEUR BUDIN,

Accoucheur des Hôpitaux.

Membre de l'Académie de Médecine,

Chevalier de la Légion d'honneur.

INTRODUCTION

Ce qui fait la richesse d'un pays, c'est le nombre de ses habitants.

Or, la population de la France s'accroît à peine depuis de longues années, tandis que celle des pays voisins augmente dans de grandes proportions.

Cet accroissement est même de moins en moins marqué ; il ne tient plus guère qu'à l'immigration étrangère, et l'on peut prévoir le jour où il se changera en mouvement de décroissance.

Cette situation si grave préoccupe depuis longtemps tous les bons Français. Aussi nous voyons que de nombreux auteurs ont cherché les remèdes à y apporter ; M. Bertillon a même fondé en 1896 l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. Mais tous ces efforts n'ont pas été couronnés de succès ; le mouvement de dépopulation continue, faisant envisager l'avenir avec effroi à tous ceux qui ont au cœur l'amour

de la France et qui veulent la voir toujours à la tête des nations. Nous n'avons pas la prétention de réussir mieux que nos devanciers, bien plus savants et plus autorisés que nous. Mais il est bon de répéter souvent les mêmes choses, car c'est en se répétant qu'on parvient à se faire entendre.

L'accroissement de la population est dû à la natalité. Or celle-ci diminue tous les ans en France, au point qu'elle a pu arriver pendant quelques années à être inférieure à la mortalité ; elle est tombée aujourd'hui à un chiffre très bas. C'est cette faible natalité que nous nous proposons d'étudier. Nous nous poserons les deux questions suivantes, qui nous paraissent résumer la situation :

1^o Pourquoi naît-il actuellement si peu d'enfants en France ?

2^o Que faut-il faire pour y remédier ?

La faible natalité est due, d'une part à des causes physiques ou morbides, que nous laisserons complètement de côté, d'autre part à des causes sociales ou intellectuelles, sur lesquelles nous ferons porter notre étude.

De ces causes, se déduisent les remèdes à leur opposer.

Il faut distinguer, avec tous les auteurs, les naissances légitimes et les naissances illégitimes. Les premières sont les seules admises par les lois et par la morale privée ; ce sont elles surtout qu'il faut encou-

rager. Mais, en présence de la situation si grave où se trouve la France, nous pensons qu'il ne faut pas négliger les secondes, qui peuvent contribuer utilement à la repopulation, et qu'il faut tâcher de les rendre plus nombreuses. Nous ne demandons pas, naturellement, qu'on favorise les unions libres ; mais elles sont impossibles à supprimer, et, sans qu'elles augmentent de nombre, nous croyons qu'on peut, par des mesures protectrices, accroître leur fécondité. On comprendra bien que, si nous proposons d'avoir recours à ces naissances, c'est parce qu'il faut à tout prix réagir contre l'état actuel, parce qu'il faut mettre en jeu tous les moyens pour arrêter la dépopulation. La natalité légitime restera toujours, naturellement, l'élément de choix pour la repopulation ; mais la natalité illégitime pourra constituer un élément accessoire de grande utilité.

Dans un premier chapitre, nous établirons par quelques chiffres quel est l'état actuel de la natalité en France. Dans un deuxième chapitre, nous étudierons d'abord les causes pour lesquelles la natalité légitime est si faible, puis nous indiquerons les remèdes que nous pensons devoir être opposés à ces causes. Passant ensuite à la natalité illégitime, nous chercherons les raisons pour lesquelles elle n'est pas plus élevée, puis nous donnerons les moyens qui nous semblent devoir l'augmenter, dans l'intérêt supérieur de la patrie.

Il nous reste à remplir un devoir agréable : celui de remercier les maîtres qui nous ont aidé de leur science

et de leurs conseils pendant le cours de nos études médicales.

M. le professeur Dieulafoy et M. le docteur Rendu, qui ont été nos premiers maîtres, ont d'abord droit à tous nos remerciements pour les excellents principes de médecine qu'ils nous ont donnés, principes qui nous ont toujours guidé dans la suite de nos études.

Nous adressons également nos remerciements à M. le professeur Le Dentu, dans le service duquel nous avons appris les éléments de la chirurgie.

M. le docteur Albarran nous a enseigné la chirurgie pratique ; il nous a montré à soulager et à guérir les malades, tout en les faisant souffrir le moins possible. Nous n'oublierons jamais ses leçons si claires et si bienveillantes.

Nous avons été ensuite l'élève de M. le docteur Moizard, qui nous a appris à soigner les enfants, et nous a montré comment un vrai médecin doit allier une grande douceur à une science parfaite. Les quelques mois trop courts que nous avons passés dans son service comptent parmi les meilleurs de nos études ; nous lui gardons une profonde reconnaissance et un grand attachement.

M. le docteur Mosny nous a prodigué ses excellents conseils et nous a fait profiter de sa science pendant tout le temps où nous avons été son externe. Depuis, il n'a pas cessé de nous donner des preuves de sa bienveillance. Nous tenons à lui exprimer ici toute notre

gratitude, et à l'assurer que nous n'oublierons jamais ses excellents procédés à notre égard.

A la fin de nos études, M. le professeur Budin nous a enseigné l'art si difficile des accouchements ; nous mettrons toujours en pratique ses excellentes leçons. Pendant notre séjour comme externe à la clinique Tarnier, nous avons pu admirer aussi tous les moyens qu'il met en œuvre pour venir en aide aux mères et pour donner à la France des enfants vigoureux. Notre maître nous fait encore le grand honneur de présider notre thèse. Nous le prions de vouloir bien accepter l'expression de notre profonde reconnaissance.

Nous tenons aussi à adresser nos remerciements à M. le docteur Mauclair et à M. le docteur Schwaab, pour l'intérêt qu'ils nous ont témoigné dans le cours de nos études.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DE LA NATALITÉ EN FRANCE

La natalité de la France, comparée à celle des autres États d'Europe, est de beaucoup la plus faible. En effet, tandis que l'augmentation de la population de l'Angleterre est annuellement de 13 pour 1,000 habitants, celle de l'Allemagne de 10, celle de l'Italie et de la Belgique de 7, celle de la France est seulement de 2,89.

Il y a déjà longtemps que les auteurs ont signalé le danger qui en résulte pour l'avenir de notre pays. M. Bertillon père écrivait en effet en 1875 : « Le mouvement rétrograde qui a saisi notre natalité s'arrêtera-t-il ? Au point où nous en sommes arrivés, il le faut, sans quoi notre diminution ne serait pas seulement relative, mais absolue. Sait-on bien où nous conduit ce mou-

vement, s'il persiste ? A devenir une des moindres nationalités en Europe (1). » Depuis, ce mouvement a non-seulement persisté, mais il s'est aggravé, et c'est bien juste si la population de la France ne décroît pas. Mais examinons les faits d'un peu plus près.

M. J. Bertillon (2) a divisé les pays d'Europe, au point de vue de la natalité, en trois groupes :

Le premier comprend ceux qui ont une natalité forte, voisine de 150 naissances annuelles pour 1.000 femmes mariables, c'est-à-dire de quinze à cinquante ans. Le deuxième comprend ceux qui ont une natalité moyenne, supérieure à 130 naissances annuelles. La troisième comprend ceux qui ont une natalité faible, d'environ 120 naissances annuelles, ou inférieure à ce chiffre. La France est le dernier pays de ce troisième groupe, et vient loin derrière les autres. En effet, pour 1.000 femmes de quinze à cinquante ans, il y a annuellement (3) :

En France	102 naissances	
En Angleterre.....	136	—
En Bavière.....	156	—
En Belgique.....	127	—
En Espagne.....	141	—
En Irlande.....	114	—
En Prusse.....	150	—

(1) Bertillon, *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, art. « Natalité ».

(2) J. Bertillon, *Encyclopédie d'hygiène*, t. I.

(3) Bertillon, Arnaud, *Éléments d'hygiène*.

Si nous considérons le chiffre des naissances annuelles pour 1.000 habitants de tout âge et de tout sexe, nous arrivons à un résultat aussi déplorable ; en effet, il y a en moyenne :

En France	22 naissances
En Irlande.....	29 —
En Suisse.....	30 —
En Prusse	30,5
En Belgique	31,6
En Suède.....	32 —
En Écosse.....	35 —
En Angleterre.....	35 —
En Italie	37 —
En Espagne.....	38,3
En Bavière	40 —
En Russie	50,7

Par conséquent, la natalité de la France est beaucoup plus faible que celle de tous les pays d'Europe.

Si maintenant, laissant de côté les autres nations, nous ne nous occupons que de la natalité de la France, nous voyons qu'elle diminue de plus en plus. Le mouvement, commencé depuis de longues années, s'accroît toujours. En effet :

En 1881, on a enregistré	937.057 naissances
En 1882, —	935.566 —
En 1883, —	937.944 —
En 1884, —	937.758 —
En 1885, —	924.558 —
En 1886, —	912.838 —

En 1887, on a enregistré	899.333	naissances
En 1888, —	882.639	—
En 1889, —	880.579	—
En 1890, —	838.059	—
En 1891, —	866.377	—
En 1892, —	855.847	—
En 1893, —	874.672	—
En 1894, —	855.388	—
En 1895, —	834.173	—
En 1896, —	865.586	—
En 1897, —	859.107	—

La moyenne, pour la période 1881-1886, est de 934.576 ; pour la période 1886-1891, de 882.629 ; pour la période 1891-1897, de 858.735. Il y a donc décroissance continue.

Si, pour obtenir un résultat plus exact, nous cherchons le rapport entre le nombre des naissances et le chiffre de la population, chiffre qui augmente chaque année, nous voyons que le taux de la natalité, qui était encore de 25 pour 1.000 habitants, il y a 20 ans, est tombé en 1889 à 23, puis en 1890 à 22 ; en 1891 : 22,6 ; en 1892 : 22,3 ; en 1893 : 22,9 ; en 1894 : 22,2 ; en 1895 : 21,8 ; en 1896 : 22,4 ; en 1897 : 22,3.

On a même pu voir pendant quelques années ce fait très grave, à savoir que le chiffre des décès l'a emporté sur celui des naissances ; en 1890, l'excédent des décès a été de 38.446 ; en 1891, de 10.505 ; en 1892, de 20.041 ; en 1895, de 17.813. Et si pendant les deux dernières années l'excédent des naissances sur les décès

a été assez grand, de 93.700 en 1896 et de 108.088 en 1897, cela tient, non pas à ce que la natalité a augmenté, mais bien à ce que le chiffre de la mortalité a été moins élevé pendant ces deux années.

Pourtant la France conserve encore un léger accroissement de sa population, accroissement bien faible en vérité, puisque le recensement de 1891 a indiqué seulement un excédent de 124.289 habitants sur celui de 1886, et celui de 1896 un excédent de 174.783 habitants sur celui de 1891. Mais cet accroissement tient surtout à l'immigration et aussi, comme nous le verrons plus tard, à la natalité illégitime.

Considérons maintenant, comme l'on fait tous les auteurs, deux espèces de natalité, la natalité légitime et la natalité illégitime. Il importe beaucoup de les étudier à part, car elles contribuent dans une proportion très différente à la natalité générale, la première étant de beaucoup la plus importante, et d'autre part leur marche a été très différente pendant ces dernières années.

Voyons d'abord la natalité légitime.

En 1883, on a enregistré	863.731	naissances	légitimes.
En 1884,	—	863.004	—
En 1885,	—	850.387	—
En 1886,	—	838.032	—
En 1887,	—	825.479	—
En 1888,	—	807.720	—
En 1889,	—	807.008	—

En 1890, on a enregistré	766.973	naissances	légitimes
En 1891, —	792.441	—	—
En 1892, —	782.062	—	—
En 1893, —	808.110	—	—
En 1894, —	778.937	—	—
En 1895, —	760.895	—	—
En 1896, —	789.308	—	—
En 1897, —	783.118	—	—

Le nombre des naissances légitimes diminue donc, et dans de fortes proportions.

Voyons maintenant la natalité illégitime.

En 1883, on a enregistré	74.213	naissances	illégitimes.
En 1884, —	75.754	—	—
En 1885, —	74.171	—	—
En 1886, —	74.806	—	—
En 1887, —	73.854	—	—
En 1888, —	74.919	—	—
En 1889, —	73.570	—	—
En 1890, —	71.086	—	—
En 1891, —	73.936	—	—
En 1892, —	73.785	—	—
En 1893, —	76.562	—	—
En 1894, —	76.451	—	—
En 1895, —	73.278	—	—
En 1896, —	76.278	—	—
En 1897, —	75.989	—	—

La natalité illégitime, d'après ces chiffres, est donc à peu près invariable ; elle augmente peut-être légèrement. Mais, la natalité générale diminuant, elle se trouve augmenter par rapport à celle-ci ; en effet, tan-

dis que sur 1.000 naissances totales, il y en avait 76 d'illégitimes en 1880, nous voyons ce chiffre s'élever régulièrement pour arriver, en 1897, à être de 88,4 pour 1.000.

Quelle conclusion tirer de tout ce qui précède ? D'une part, la natalité légitime forme la plus grande partie, plus de 91 pour 100, de la natalité générale. D'autre part, c'est uniquement le petit nombre des naissances légitimes qui est la cause de la diminution de la natalité ; les naissances illégitimes ont, au contraire, contribué dans une certaine mesure à atténuer cette diminution et à conserver à la France un léger accroissement annuel de sa population. Par conséquent, pour augmenter le nombre des naissances, tout en cherchant surtout à relever la natalité légitime, la plus importante et la plus conforme à la morale, il faut utiliser cet élément précieux qui s'offre à nous ; il faut favoriser la natalité illégitime, peu considérable encore, mais qui peut le devenir ; elle a déjà rendu service, elle peut contribuer encore plus à enrayer le terrible mouvement de dépopulation qui entraîne la France.

CHAPITRE II

CAUSES DE LA FAIBLE NATALITÉ ET REMÈDES A Y APPORTER

Il appartient aux économistes de poser les lois qui régissent les grands mouvements de la natalité. C'est ainsi que M. Bertillon père a énoncé la loi suivante : « Dans un pays salubre, pour un même groupe ethnique et pour un même état mental, la population, et par suite sa multiplication ou natalité, tend à se proportionner à la quantité de travail productif, facilement disponible » (1). Nous ne discuterons pas cette loi qui, d'ailleurs, ne s'applique sans doute pas bien à la France, et d'autre part n'indique pas les causes pour lesquelles la natalité française est si faible.

(1) Bertillon, *Dict. encycl. des sc. médicales*, art. « Natalité ».

Ces causes sont de deux ordres : d'ordre physique et d'ordre social. Les causes physiques sont : d'une part, les maladies qui produisent la stérilité ou qui provoquent l'avortement : les maladies des organes génitaux dans les deux sexes, la tuberculose, le diabète, l'albuminurie, la syphilis, etc.; d'autre part, les intoxications professionnelles, comme le saturnisme, l'intoxication par le sulfure de carbone, qui donnent lieu aussi soit à la stérilité, soit à l'avortement. Les remèdes à leur opposer sont du ressort, dans le premier cas du médecin dans le second de l'hygiéniste.

Nous nous contentons de signaler ces causes, et nous les laissons de côté.

Nous voulons, au contraire insister sur les causes sociales, qui sont, à notre avis, les plus importantes.

De même que nous avons vu plus haut qu'il fallait distinguer la natalité légitime et la natalité illégitime, de même il faut encore les distinguer ici. « En effet nos lois, nos sociétés ont pour ainsi dire dévolu aux seules épouses le privilège, et même le devoir, de faire des enfants ; aussi sont-ce seulement ces enfants que la société reconnaît et protège, et, à notre avis, beaucoup trop exclusivement dans notre pays. Les autres naissances sont des accidents, relativement rares, se produisant en violation de ces conventions légales et sociales » (1).

(1) Bertillon, *Dict. encycl. des sc. médicales*, art. « Natalité ».

Nous étudierons donc successivement ces deux espèces de natalité ; nous chercherons les raisons pour lesquelles elles ne sont pas plus élevées, et les moyens à employer pour les augmenter. On nous objectera peut-être qu'il est inutile d'étudier la natalité illégitime, la natalité légitime étant la seule admise par nos lois et par nos sociétés. Mais d'une part nous pensons que, quand il s'agit de l'avenir du pays, tous les moyens doivent être employés, toutes les ressources doivent être utilisées pour arriver à un bon résultat ; et d'autre part, nous nous élevons contre cette injustice, que les enfants illégitimes ne sont pas traités, au point de vue légal et au point de vue social, comme les enfants légitimes. Tous les enfants ont, au même titre, droit à la protection de la société ; tous font partie de cette société, tous lui rendent service, tous sont astreints aux mêmes obligations, aux mêmes devoirs ; il est donc juste que tous aient les mêmes droits, que tous soient considérés de la même façon.

1^o Natalité légitime.

Causes de la faible natalité légitime. — Avant d'entreprendre l'étude de ces causes, nous ferons remarquer qu'elles exercent leur action plus spécialement dans les classes aisées de la société. Ce n'est pas chez les pauvres qu'on voit des familles sans enfant ou avec

un seul enfant. « C'est l'aisance qui est stérile, et c'est la misère qui est féconde » (d'Haussonville). Ne voyons-nous pas tous les jours des ménages d'ouvriers chargés d'une famille nombreuse, et des riches n'avoir même pas un enfant ? Ce sont les familles les plus misérables qui sont les plus prolifiques, et il semble qu'à mesure que l'aisance augmente, la fécondité diminue.

Il en est de même pour la population rurale. En effet c'est la Normandie, pays riche, au sol productif, au climat tempéré, aux habitants vigoureux, qui a la plus faible natalité de la France ; et c'est la Bretagne, pays pauvre, au sol aride et desséché par le vent de mer, qui est la contrée la plus féconde de la France.

A quoi faut-il attribuer cet état de choses ? Tout d'abord à ce que les pauvres sont imprévoyants ; ils ne calculent pas s'ils auront plus ou moins de mal à élever leurs enfants, ils ne s'inquiètent pas de l'avenir ; de plus ils n'ont pas à se préoccuper de l'héritage qu'ils leur laisseront, comme le font les gens aisés. D'autre part, pour les habitants des villes tout au moins, les pauvres, moins instruits, moins raffinés, ne connaissent pas bien les pratiques qui ont pour but d'empêcher la procréation des enfants ; il est probable que, s'ils connaissaient mieux, on verrait moins de familles nombreuses parmi eux. Pour les campagnes où, pensons-nous, ces pratiques sont encore moins connues, même des gens aisés, ceux-ci, qui veulent restreindre le nombre de leurs enfants, ont su se créer d'autres plaisirs

que ceux de l'amour, l'habitude de la boisson par exemple ; nous n'en voulons pour preuve que la Normandie, qui, en même temps qu'elle est la contrée de France où il y a le moins de naissances, est aussi celle où la consommation d'alcool est la plus élevée. Les pauvres au contraire ont moins ces plaisirs factices ; ils ne connaissent guère que l'amour, et ils en usent sans se préoccuper de ses conséquences.

La natalité légitime est, comme nous l'avons vu, la partie de beaucoup la plus importante de la natalité générale. Mais son chiffre diminue régulièrement. On a pu penser que cela était dû à une diminution du nombre des mariages, et on a accusé de ce fait les lois qui mettent des entraves au mariage, d'une part, en ne le permettant sans l'autorisation des parents qu'à 25 ans, empêchant ainsi les unions précoces et désintéressées ; d'autre part en accumulant autour de sa célébration les formalités ennuyeuses et dispendieuses ; et enfin en retenant les jeunes gens au service militaire juste à l'âge où ils pourraient se marier. Malgré tous ces obstacles, le nombre des mariages reste sensiblement le même, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

En 1883, on a enregistré	284.549	mariages
En 1884,	—	289.555 —
En 1885,	—	283.170 —
En 1886,	—	283.208 —
En 1887,	—	277.060 —

En 1888, on a enregistré	276.848 mariages
En 1889, —	272.934 —
En 1890, —	269.332 —
En 1891, —	285.458 —
En 1892, —	290.319 —
En 1893, —	287.294 —
En 1894, —	286.662 —
En 1895, —	282.915 —
En 1896, —	290.171 —
En 1897, —	291.462 —

Le nombre des mariage restant le même, à quoi donc est due la diminution du nombre des naissances ? Est-ce à une moindre fécondité des épouses françaises ? M. Bertillon ne le pense pas, car il fait remarquer « qu'il n'y a qu'à suivre les mêmes Françaises dans des pays salubres comme le nôtre, mais où il y a de l'espace, où la famille est moins lourde à ceux qui la font et la sustentent : au Canada, en Australie, etc., pour constater une prolifération qui égale celle des nations les mieux douées sous ce rapport » (1). De Sinéty dit de même : « La quantité des ménages stériles, ou peu féconds, semble augmenter en France dans des proportions inquiétantes pour l'avenir. Cette stérilité apparente ne tient pas, croyons-nous, à un affaiblissement dans les facultés reproductives de la race » (2).

(1) Bertillon, *Dict. encycl. des sc. médicales*, 1875, art. « Natalité ».

(2) De Sinéty, *Dict. encycl. des sc. médicales*, 1883, art. « Stérilité ».

M. J. Bertillon (1) dit dans le même sens que la proportion des ménages absolument stériles, qui est de 16 à 17 pour 100, n'a pas augmenté depuis 50 ans.

M. Rochard (2) est d'un avis contraire; il pense que la stérilité des femmes augmente, et il attribue cet état de choses à la façon défectueuse dont on élève les jeunes filles, ne leur faisant pas prendre l'exercice nécessaire à leur développement physique, et ne les préparant pas ainsi au but de leur existence, la maternité. M. Maurel (3) pense aussi qu'un des facteurs immédiats les plus importants de la faible natalité se trouve dans les mariages inféconds.

Quoi qu'il en soit, si la stérilité des femmes augmente, ce n'est que dans une certaine classe de la société, ce n'est que dans une faible proportion, et ce n'est pas à cela, pensons-nous, qu'il faut attribuer une grande influence sur le nombre des naissances. La vraie cause de la faible natalité est une cause morale : c'est la limitation volontaire des naissances, la volonté de ne pas avoir d'enfant, ou plutôt de n'en avoir qu'un, car les ménages sont rares qui se refusent à toute idée de paternité.

Cette limitation volontaire du nombre des naissances s'exerce le plus souvent sur la conception, dans l'inten-

(1) J. Bertillon, *Revue d'hygiène*, 1899.

(2) Rochard, *Traité d'hygiène sociale*.

(3) Maurel, *De la dépopulation de la France*. Paris, 1896.

tion d'empêcher la grossesse ; je ne veux pas énumérer ici toutes les pratiques employées pour arriver à ce résultat. Mais elle agit aussi pour empêcher la naissance, interrompre la grossesse, quand celle-ci est survenue malgré toutes les précautions prises. Ces avortements provoqués sont bien connus, et je n'ai pas besoin de rappeler quelques procès scandaleux de ces dernières années, et les arrestations de ces matrones qu'on a appelées des « faiseuses d'anges ». Oui, telle est chez certains époux la crainte d'avoir de nombreux enfants, qu'ils n'hésitent pas à avoir recours à ce crime pour éviter leur naissance ; ils ne reculent même pas devant les dangers qui peuvent résulter de la provocation d'un avortement.

Il est impossible de déterminer la fréquence de ces avortements, car une grande partie d'entre eux se passe en dehors de toute intervention médicale ; dans d'autres cas, l'avortement, traité par le médecin, est attribué à une cause naturelle ; dans d'autres cas, enfin, l'opération est pratiquée par une spécialiste, qui, naturellement, ne la divulguera pas.

Quelles sont donc les raisons qui poussent les familles à limiter ainsi le nombre de leurs enfants ?

On a d'abord invoqué comme raison principale nos lois de succession, qui ordonnent le partage égal des biens entre les enfants, et qui interdisent au père de famille d'en avantager un au détriment des autres, allant souvent ainsi contre ses vœux. Ce partage peut d'ail-

leurs être désastreux dans certains cas, par exemple lorsque la fortune consiste en une usine ou une maison de commerce. D'autre part la suppression du droit d'aînesse a produit le morcellement de la propriété ; ce morcellement a amené une petite aisance pour beaucoup de gens, mais ceux-ci craindraient de la voir s'amoindrir par le partage. C'est surtout chez les habitants des campagnes que s'observe ce souci de ne pas diviser la propriété. Systématiquement, le paysan ne veut avoir qu'un enfant, pour ne pas partager sa terre ; et c'est au point que souvent, lorsque cet unique enfant vient à mourir, on voit cette mort être suivie à bref délai de la naissance d'un deuxième enfant, naissance qui n'aurait pas eu lieu sans la perte du premier. C'est surtout dans les contrées riches qu'on voit agir cette cause de faible natalité. « En Normandie, dit M. Baudrillart dans ses études sur l'état moral et matériel des populations agricoles, on est résolu à n'avoir pas d'enfants où à en limiter le nombre..., parce que l'on veut assurer à un enfant unique, ou au petit nombre de ceux qu'on a, une existence aisée. Ce qui préoccupe le paysan normand, c'est l'idée qu'après lui son bien sera morcelé ou aliéné. » Au contraire, en Bretagne, les familles sont nombreuses, parce que les habitants, qui sont pauvres, n'ont pas à se préoccuper de ce qu'ils laisseront à leurs enfants.

En somme, la loi ne permettant pas de laisser l'héritage entier à l'aîné des enfants, les pères s'arrangent

pour tourner cette loi ; ils n'ont qu'un seul enfant pour pouvoir lui laisser toute leur fortune. On fait un aîné en supprimant les cadets, comme ont dit M. le docteur Vacher et M. Paul Leroy-Beaulieu.

A côté de cette influence néfaste des lois de succession sur la natalité, il faut noter l'influence des impôts, tant directs qu'indirects. L'impôt personnel est une capitation, et par conséquent charge les familles nombreuses. L'impôt mobilier repose sur une base fausse, un ménage chargé d'enfants étant obligé d'avoir un logement plus grand, donc un loyer plus élevé, tandis que ses ressources ne sont pas en proportion. Les impôts indirects, les plus lourds, sont surtout des impôts de consommation ; ils chargeront donc les familles d'autant plus que le nombre des enfants sera plus grand.

Une autre cause de la restriction volontaire, et qui celle-ci s'applique plus particulièrement aux habitants des villes, est la crainte d'augmenter les charges de la famille et d'être obligé de restreindre son train de vie. Telle famille qui, pourvue d'un seul enfant, pourra vivre dans l'aisance, sera obligée de vivre plus modestement et même avec peine si ses charges s'augmentent de la naissance d'autres enfants. Or, le besoin de luxe, de bien-être est de jour en jour plus grand ; aussi les parents préfèrent-ils n'avoir qu'un seul enfant, qui leur procure les joies de la paternité, tout en leur permettant de garder le même rang dans le monde.

D'autre part, surtout étant donnée la diminution tous

les jours plus accentuée du taux du revenu, les pères n'envisagent pas sans appréhension ce que pourront devenir leurs enfants, le partage de la fortune ne devant laisser à chacun que peu de chose. C'est en somme, comme l'a dit M. Rochard, l'application de la doctrine de Malthus à la conservation de la fortune privée.

Il doit, semble-t-il, en être de même dans les pays voisins, et dans ceux-ci la même question sociale doit se poser. Aussi nous voyons que les familles nombreuses, ne trouvant plus à vivre dans leur pays, n'hésitent pas à le quitter et à aller chercher au loin leur subsistance. Mais la race française n'est pas émigrante, et les Français aiment mieux avoir moins d'enfants que d'être obligés de s'expatrier pour pouvoir les nourrir.

Il y a encore d'autres considérations qui s'ajoutent aux précédentes pour limiter le nombre des naissances, chez les habitants des villes et en particulier chez les gens du monde. Ce sont tous les ennuis que comporte l'état de grossesse.

Tout d'abord, au point de vue physique, la grossesse est une fatigue, et plus particulièrement chez les jeunes femmes du monde dont la santé est en général assez délicate.

Elle est aussi un danger : elle prédispose à certaines maladies ; nombre d'affections sont aggravées par elle ; l'accouchement n'est pas non plus sans présenter quelques périls, et on n'est jamais certain que sa terminaison sera heureuse. Aussi lorsque le désir de pa-

ternité est satisfait par la naissance d'un premier enfant, on comprend que la crainte de ces fatigues et de ces dangers puisse inciter à éviter une nouvelle grossesse.

Il y a ensuite des considérations d'ordre intellectuel. La grossesse déforme la taille, et souvent non-seulement pendant qu'elle dure, mais encore définitivement; elle vieillit également, enlevant au visage la finesse de ses traits. Ces considérations de coquetterie ont une haute valeur pour un certain nombre de femmes.

La grossesse interrompt les relations sociales; elle prive des plaisirs et des distractions; elle empêche de sortir, de continuer la vie mouvementée que mènent tant de jeunes femmes, au détriment d'ailleurs de leur santé. D'aucunes personnes — cela ne prouve pas en faveur de leur intelligence — considèrent aussi comme un état vulgaire et ridicule la grossesse, cet état où la femme remplit son rôle le plus noble, le plus sacré. Et c'est pour échapper à cette soi-disant vulgarité que des femmes, que ne retient aucunement la raison d'intérêt, évitent la maternité.

On a pris aussi l'habitude, dans un certain monde, de considérer les familles nombreuses comme une chose extraordinaire, et bonne à laisser aux classes inférieures; il est de bon ton de ne pas avoir d'enfant ou de n'en avoir qu'un. « Une famille de cinq ou six enfants était autrefois chose normale; aujourd'hui, on regarde

cela comme une véritable affliction. On blâme les malheureux époux ; on les plaint, ce qui est pire ; on en rit, ce qui est le comble. » (Rochard) (1). Ne voyons-nous pas d'ailleurs depuis quelques années cette autre mode absurde qui pousse les femmes du monde à se découvrir des maladies dans le ventre, et à vouloir se faire opérer, sans doute en partie pour éviter plus certainement la maternité ?

Faut-il encore parler, comme cause de la faible natalité, de la diminution des croyances religieuses ? La religion a toujours réprouvé les pratiques de la restriction volontaire, et il est certain que les femmes ayant des convictions religieuses ne veulent pas se livrer à ces pratiques ; à plus forte raison, elles considèrent la provocation de l'avortement comme un crime, dont elles ne voudraient à aucun prix se rendre coupables. On peut d'ailleurs observer que les familles religieuses comptent encore de nombreux enfants, et que toutes les raisons que nous avons énumérées ne peuvent pas les décider à la limitation volontaire des naissances.

Remèdes à apporter à la faible natalité légitime. — Nous venons de voir les causes de la faible natalité légitime. Voyons maintenant quels sont les moyens à leur opposer.

Tout d'abord, si, comme le pense M. Rochard, la

(1) Rochard, *Traité d'hygiène sociale*.

stérilité augmente et si cela tient à la manière défectueuse dont sont élevées les jeunes filles, il faut lutter contre cet état de choses, tâcher de faire mener aux jeunes filles une vie plus active, qui les fortifie et les prépare à la fonction qu'elles auront à remplir. C'est au médecin à éclairer les familles sur les inconvénients de l'existence dans un air vicié et sans exercice, et à leur indiquer les moyens à employer pour favoriser le développement physique de leurs filles.

Pour augmenter le nombre des mariages, on a proposé de supprimer ou de restreindre dans la mesure du possible les formalités longues et onéreuses qui y mettent obstacle. Ce sont certainement des mesures utiles ; mais, nous l'avons vu, ce n'est pas à la nuptialité, qui est sensiblement invariable, qu'il faut attribuer la faible natalité. Par suite, ces réformes ne semblent pas devoir agir directement sur le chiffre des naissances.

Les vrais remèdes, que nous allons voir maintenant, sont ceux qui s'attaquent directement aux causes de la limitation volontaire des naissances. On peut diviser ces moyens à employer contre la dépopulation volontaire en **moyens légaux et moyens moraux**.

1^o *Moyens légaux.* — Nos lois de succession étant une cause importante de la faible natalité, il semble qu'il y aurait lieu de les réformer. Aussi certains auteurs ont proposé le rétablissement du droit d'aînesse, alléguant même que, si les hommes qui l'ont

aboli voyaient les effets actuels de cette suppression, ils seraient les premiers à chercher à le rétablir. Ce rétablissement du droit d'ainesse est à la vérité impossible ; il serait la suprême injustice. On ne peut que se féliciter que le droit d'ainesse ait disparu ; ne cherchons donc pas à le ramener.

A côté de cette réforme, on a proposé d'instituer la liberté de tester, avec certaines restrictions. Ce serait peut-être une bonne chose. Mais ces questions ne sont pas de notre compétence ; c'est aux législateurs qu'il appartient de les étudier et de chercher la solution qui peut allier la justice au souci du bien du pays.

Une autre réforme plus importante est celle des impôts. On ne peut songer à diminuer les impôts de consommation, qui sont une grosse source de revenus pour l'Etat ; mais on peut tâcher de rétablir un peu d'équilibre dans les charges en remaniant les impôts directs. Il faudrait à la fois, pour que le budget de l'Etat pût se maintenir, dégrever les familles nombreuses et charger d'un supplément d'impôts les familles peu nombreuses et sans enfants et les célibataires.

A quel nombre d'enfants doit commencer le dégrèvement ? M. Javal l'a demandé pour les familles de 7 enfants. Ce chiffre est trop élevé ; peu de familles arrivent à ce nombre ; d'autre part, M. Bertillon a montré que ce qui élève la natalité d'un peuple, c'est le grand nombre des familles de 4 et 5 enfants.

La Constituante de 1789 avait ordonné que les familles

de plus de 3 enfants seraient dégreévées, et que les familles de moins de 3 enfants auraient un supplément d'impôt.

Cette limite paraît bien choisie. En effet, on a montré qu'il faut, pour le maintien de la population, qu'une famille élève 3 enfants : deux pour remplacer les parents, un pour remplacer celui qui mourra avant de s'être reproduit. M. Bertillon a réclamé aussi une augmentation d'impôt pour toute famille qui (volontairement ou non) n'élève pas 3 enfants.

Il faut que le dégrèvement et la surcharge soient proportionnels au nombre des enfants. C'est ainsi que M. Bertillon a fait la proposition suivante (1) :

Célibataires masculins de plus de 30 ans : supplément d'impôt de 50 %.

Mariés, veufs ou veuves sans enfant : supplément d'impôt de 40 %.

Mariés, veufs ou veuves ayant 1 enfant : supplément d'impôt de 30 %.

Mariés, veufs ou veuves ayant 2 enfants : supplément d'impôt de 10 %.

Mariés, veufs ou veuves ayant 3 enfants : impôt sans surcharge.

Mariés, veufs ou veuves ayant plus de 3 enfants : dégrèvement complet.

Nous ne voulons pas discuter si ces chiffres sont les meilleurs à appliquer ; nous ne sommes pas compé-

(1) *Revue scientifique*, 2 avril 1892.

tents en la matière. Nous avons voulu seulement montrer ce qui a été proposé. En tout cas, avec d'une part, le dégrèvement pour les familles nombreuses, d'autre part la surcharge d'impôt pour les familles sans enfants ou peu nombreuses, on peut, tout en ne modifiant pas les revenus de l'Etat, engager les familles à la procréation.

Dans la même intention, un amendement à la loi des finances ayant pour but d'abaisser les droits de succession en raison directe du nombre des enfants a été déposé à la Chambre sur la demande de M. Bertillon. Il n'a échoué que faute de 19 voix (255 contre 290). Cette réforme nous paraît excellente pour décharger encore les pères de famille.

Dans son très grand désir de voir augmenter la natalité, M. Bertillon a même été plus loin ; il a proposé de faire revenir à l'Etat une partie de la succession des familles ayant 1 ou 2 enfants. Mais ici nous pensons que la mesure est excessive et inadmissible.

Par tous ces moyens, on encouragerait les familles à être plus prolifiques. En effet, elles n'auraient guère plus d'avantages à n'avoir que peu d'enfants ou à n'en pas avoir. D'autre part, dégreuvées d'impôts, qui sont une lourde charge, elles n'auraient pas autant à craindre de ne pouvoir élever leurs enfants, ou d'être obligés de changer leur train de vie.

Il est d'autres réformes utiles, ayant pour but de favoriser les familles nombreuses. Il faudrait créer des

primes pour ces familles, et ces primes seraient proportionnelles au nombre des enfants. Il faudrait aussi leur donner certains avantages, par exemple au point de vue du service militaire, qui enlève les aînés au moment où ils seraient le plus utiles à la famille. On pourrait, comme en a émis le vœu il y a quelques mois le conseil général de la Seine-Inférieure, exempter totalement du service militaire l'aîné d'une famille de huit enfants, par exemple, et reporter la dispense de l'aîné au second enfant.

Ne pourrait-on pas aussi réserver aux pères de nombreux enfants certaines places des administrations de l'État, récompensant ainsi ceux qui ont fait acte de bons citoyens en créant des existences pour le pays ?

Il appartient aux pouvoirs publics d'étudier toutes les réformes utiles dans cet ordre d'idées. La question de la natalité est à proprement parler une question vitale pour la France ; le gouvernement doit s'en préoccuper et chercher tous les moyens propres à enrayer le mouvement actuel de dépopulation.

2° *Moyens moraux.* Ces moyens sont à la portée des particuliers, de tous ceux qui comprennent l'importance de la question que nous étudions, et qui ont à cœur de voir la France se relever.

Il faut d'abord protéger les pères de familles nombreuses et peu fortunées, pour qu'ils ne se repentent pas de ce qu'ils ont fait, et pour que ceux qui les entourent ne pensent pas en les voyant malheureux, qu'on a tort

d'avoir des enfants. On doit leur témoigner de l'estime, de la considération, les aider pécuniairement dans les moments difficiles, leur procurer du travail, les employer de préférence aux autres hommes ; on doit en particulier leur faciliter le logement ; on sait en effet combien les familles chargées d'enfants ont de peine à trouver un abri ; on les repousse de partout ; on accepte bien dans beaucoup de maisons des animaux, des chiens ou des chats, mais des enfants, on n'en veut pas. Il faut se liguier pour réduire les mauvais propriétaires et les obliger à avoir plus d'humanité.

On doit ensuite lutter contre les idées fausses répandues dans le monde, et cela est particulièrement le rôle du médecin, qui est un homme instruit, éclairé, pénétrant partout, écouté partout, et pouvant par suite avoir une grande influence. Il faut que tous les médecins s'unissent pour répandre la bonne parole, qu'ils luttent chacun dans son entourage contre les préjugés, poursuivant un même but, la réforme des mœurs qui ont amené la natalité au point où elle en est.

On doit s'efforcer de faire comprendre aux femmes qu'elles s'exagèrent les inconvénients de la grossesse, que celle-ci bien souvent ne vieillit ni ne déforme, mais fortifie au contraire la santé ; on doit leur dire que cet état n'est pas incompatible avec la continuation de leurs relations sociales et avec des distractions modérées. Proclamons aussi bien haut que la grossesse n'est pas un état ridicule, mais qu'elle est au contraire

l'état où la femme est le plus respectable, où elle remplit le plus parfaitement son rôle sur la terre.

Il faut encore dire partout que les pratiques qui ont pour but la limitation des conceptions sont malpropres, immorales, indignes de gens qui se respectent, et qu'elles peuvent présenter des inconvénients au point de vue de la santé, par suite de l'orgasme qu'elles amènent dans ces organes dont on ne laisse pas les fonctions s'accomplir normalement, et de la surexcitation nerveuse qu'elles déterminent.

Quant à l'avortement provoqué, il est inutile d'insister sur ce qu'il est un crime ; tout le monde le sait. Mais on doit montrer les dangers qui peuvent en résulter, l'infection, l'hémorrhagie, la mort même, pour en détourner les mères qui auraient l'intention d'y recourir.

Enfin, et c'est peut-être le principal argument, car lorsqu'on parle de morale aux hommes, on a bien peu de chance d'être écouté, tandis que lorsqu'on parle d'intérêt, on l'est toujours, il faut montrer qu'il est dans l'intérêt des familles d'avoir beaucoup d'enfants. En effet, lorsqu'ils sont nombreux, les enfants se portent bien, parce qu'on n'a pas le temps de les dorloter, et parce qu'ils ont des camarades avec qui jouer. De plus, il est bien rare que la situation de fortune leur permette à tous une existence désœuvrée ; jeunes encore, ils savent qu'il faudra gagner leur vie, et ils se mettent à l'ouvrage ; ils ont ainsi et la saine hygiène du

travail, et l'occupation qui les empêche de gaspiller leur jeunesse. Au contraire, un enfant unique est choyé, gâté, entouré de trop de soins ; on en fait un être parfois faible physiquement, en tout cas mal préparé moralement aux luttes de la vie. De plus, ne sentant pas la nécessité du travail, souvent il ne s'y adonne guère, et il a alors des chances de glisser sur la pente du plaisir et de la dissipation. Et si cet unique enfant vient à mourir, c'est pour les parents toute une vie de désolation, sans consolation possible, et avec le regret de n'en avoir pas voulu d'autre ; tandis qu'avec une nombreuse famille, si un enfant disparaît, le chagrin, bien que profond, sera atténué peu à peu par la présence de ceux qui restent, et qui prendront un peu la place du disparu.

Voilà les moyens que, selon nous, il faut employer pour lutter contre la limitation volontaire des naissances ; mais, pour obtenir des résultats, il faut le concours et l'union des gens intelligents et qui veulent le bien de la France.

2° Natalité illégitime.

Causes de la faible natalité illégitime. — Nous avons vu que la natalité illégitime augmente légèrement en France et que, la natalité légitime diminuant en même temps, la première a atténué le mouvement de diminution de la natalité générale. Si donc la natalité

illégitime peut augmenter encore, elle n'en sera que plus utile à la repopulation. Mais elle ne contribue que pour une part peu importante (8, 5 pour 100 environ) à la natalité générale. Quelles sont donc les raisons pour lesquelles elle est si faible ?

Tout d'abord nous ferons remarquer que, si nous constatons que la natalité illégitime est faible et si nous cherchons les moyens de l'augmenter, c'est dans l'intérêt supérieur du pays, c'est parce qu'il faut par tous les moyens lutter contre la dépopulation de la France. Certes nous pensons qu'il est préférable de voir s'accroître la natalité légitime. Mais il y aura toujours, quoi qu'on fasse, des unions libres, et partant des naissances illégitimes. Sans que les premières deviennent plus fréquentes, pourquoi ne pas chercher à augmenter les secondes, qui donnent des enfants le plus souvent vigoureux, nés de parents jeunes ? Ce peut être un appoint sérieux pour la repopulation.

De même que pour la natalité légitime, les causes de la natalité illégitime exercent leur action soit pour éviter la venue d'une grossesse, soit pour interrompre cette grossesse. Il est impossible, ici encore, de savoir la fréquence exacte de ces avortements ; mais il est probable qu'ils sont très nombreux. Ils sont d'ailleurs jusqu'à un certain point excusables. Si l'on considère les conditions déplorables au point de vue matériel et au point de vue moral qui sont faites à la fille-mère par les lois et par la société, on comprend que la malheu-

reuse s'affole, perde la tête, et fasse tout pour éviter la situation qui l'attend. La crainte de cette situation peut même la pousser à l'infanticide, qui dépend encore des mêmes causes, puisque le nouveau-né n'existe pas au point de vue légal.

Il faut remarquer que les causes de la faible natalité illégitime s'appliquent surtout aux femmes ; ce sont elles en effet qui recueillent tous les ennuis, moraux et matériels, de ces naissances. Au contraire, l'homme n'a que les désagréments qu'il veut bien avoir ; il est protégé par la loi, qui interdit la recherche de la paternité ; il peut donc abandonner la mère de son enfant, et échapper aux charges qui lui incombent. Nous étudierons donc surtout les raisons pour lesquelles la femme cherche à éviter la naissance d'un enfant.

Il y a d'abord une raison morale : la crainte du mépris, de l'opprobre que la société attache aux naissances illégitimes. Ce n'est guère sur l'homme que tombe ce mépris ; lui, on l'absout toujours ; bien plus, on le plaint souvent du désagrément qui lui arrive. Mais c'est sur la pauvre fille, qui bien souvent pourtant n'est coupable que de s'être laissé prendre aux belles paroles de l'amant ou à ses promesses de mariage, que la société fait lâchement retomber son mépris ; et ce sont souvent les personnes qui ont le plus à se reprocher qui montrent le moins de tolérance. C'est pour la malheureuse son existence brisée, le renoncement à tout espoir de

bonheur futur, et toute l'ignominie que le monde fait entrer dans ce mot : une fille-mère !

Cet opprobre qui pèse sur la mère pèse aussi sur l'enfant, et cela est profondément injuste, car lui n'est pas responsable des fautes possibles de ses parents. Pourtant il sera poursuivi toute sa vie par l'anathème qui s'attache aux enfants sans père, et qui en fait des êtres à part dans notre société actuelle, empêtrée dans ses conventions et dans ses préjugés.

A côté de cette première raison, il faut signaler la crainte de la misère. Pendant sa grossesse, la mère ne pourra pas travailler sans cesse, si même le travail lui est encore possible. Ne voyons-nous pas tous les jours des jeunes femmes se martyriser pour cacher leur grossesses presque jusqu'à son terme, de peur de perdre leur place ? Et, quand la femme sera devenue mère, on lui refusera bien des emplois parce qu'elle ne sera pas mariée. Comment pourra-t-elle alors élever son enfant ? On comprend que la crainte de cette situation pour elle et pour lui la pousse à employer tous les moyens pour éviter la maternité.

La loi s'unit à la société pour accabler les filles-mères. Elle interdit la recherche de la paternité, permettant ainsi aux hommes d'abandonner leurs maîtresses enceintes et d'échapper à toute responsabilité. Les femmes, craignant cet abandon, doivent par suite redouter la grossesse ; et, quand celle-ci est survenue, si leur crainte se réalise, ce qui n'est que trop

fréquent, on comprend qu'elles cherchent à éviter la naissance de l'enfant, qu'elles auront tant de peine à élever.

D'ailleurs, l'État ne les soutient nullement, et, tandis qu'il devrait protéger ces femmes qui contribuent à la repopulation du pays, soit pendant leur grossesse, en leur permettant de moins travailler, soit après leur accouchement, en leur donnant les moyens d'élever leur enfant, il les laisse dans la misère.

Ces raisons, s'ajoutant aux précédentes, nous indiquent pourquoi la natalité illégitime est si peu élevée.

Remèdes à apporter à la faible natalité illégitime.

— Que faut-il donc faire pour améliorer la situation des filles-mères, pour qu'elles ne cherchent pas autant à éviter la maternité ?

Il faut d'abord combattre l'opinion, répandue dans la société, que la maternité illégitime est une honte. Qu'importe qu'elle soit légitime ou illégitime, la maternité est toujours la même grande et belle chose ! On sait qu'il existe des unions libres ; on peut les considérer comme honteuses, si l'on veut ; mais c'est précisément quand la maternité est venue y mettre sa noblesse, qu'il faut cesser de les considérer comme telles. C'est aux médecins, à l'esprit libre et éclairé, qu'il appartient de répandre dans le public des idées plus tolérantes. Il ne faut pas que les filles-mères soient méprisées ; il faut qu'elles n'aient pas à rougir de leur maternité, qu'elles soient considérées comme

les autres mères, plus à plaindre même, puisqu'elles risquent d'être abandonnées.

On doit aussi ne pas leur refuser du travail sous prétexte de moralité, ne pas les chasser des places qu'elles occupent, et les employer même de préférence aux autres femmes, elles qui ont deux existences à soutenir. Il y a encore une aide pécuniaire à leur donner lorsqu'elles sont abandonnées, d'abord pendant leur grossesse où elles ne pourront pas travailler sans cesse, et ensuite après leur accouchement, lorsque leur travail ne pourra pas leur suffire pour vivre et pour élever leur enfant ; et il faut qu'elles le sachent, pour avoir confiance dans l'avenir et résister à la tentation de se faire avorter. C'est aux gens intelligents, qui veulent voir la France se repeupler, à rechercher les meilleurs moyens de venir en aide aux filles-mères ; par exemple la création, à la campagne, d'une maison de repos où elles pourraient, après leur accouchement, tout en nourrissant leur enfant, se livrer à des travaux qui leur seraient impossibles dans les villes à cause de cet enfant.

À côté de cette action exercée par la société, il y a place pour une action légale. Nous avons dit que, la recherche de la paternité étant interdite, les pères échappaient à toute responsabilité ; il faudrait réformer cette loi, pour les obliger à aider matériellement à élever leurs enfants. Nous savons bien que, si la loi a été faite ainsi, c'est pour une série de raisons : la diffi-

culté de prouver cette paternité ; le scandale que ces procès causeraient ; les tentatives de chantage auxquelles certaines femmes pourraient se livrer ; les calomnies possibles à éviter. L'autorisation de la recherche de la paternité, qui existait dans notre ancien droit, donnait lieu à de nombreux abus ; Bigot-Préameneu a dit qu'elle était le fléau de la société. Malgré ces raisons, nous pensons qu'elle est utile, et même nécessaire ; peu importe quelques scandales, qui en tous cas, ne retomberaient que sur les coupables ; peu importe même quelques calomnies et quelques tentatives frauduleuses, qu'il serait le plus souvent bien facile de déjouer. Mais on empêcherait par contre l'abandon de bien des filles séduites, on ferait peur à des gens qui abusent de la sécurité que leur donne la loi. Or, comme l'a dit M. le professeur Pinard, quand les mères ne seront plus abandonnées, les avortements seront l'exception. La paternité resterait toujours fort difficile à établir, mais la crainte inciterait sans doute plus d'un père à s'occuper de son enfant. Cette réforme de la loi améliorerait donc dans de notables proportions la situation des filles-mères. Aussi, nous la demandons, comme cela a déjà été fait d'ailleurs, mais malheureusement sans succès, dans deux propositions soumises, l'une à la Chambre des Députés par M. Rivet, l'autre au Sénat par M. Béranger ; nous pensons qu'il y aurait lieu, comme l'a dit M. le comte d'Haussonville, « de supprimer l'article 340 du Code civil, et

d'autoriser, dans certaines conditions déterminées et sous certaines garanties, la recherche de la paternité, sans autre conséquence que la constitution d'une créance alimentaire au profit de l'enfant (1) ».

L'État doit encore soutenir les filles-mères au point de vue matériel. Nous ne pouvons mieux faire ici que de citer l'Académie de Médecine; le 12 mai 1891, à la suite d'une discussion durant depuis longtemps sur le faible accroissement de la population en France et les moyens les plus propres à y remédier, elle a adopté, parmi ses vœux, le suivant : « Que dans chaque département il soit établi au moins un asile destiné à recevoir les femmes pendant les derniers mois de leur grossesse; que toute femme, si elle le désire, puisse être reçue dans des conditions qui assurent le secret absolu sur son entrée et son séjour dans cet établissement et sur son accouchement; qu'il soit interdit de faire une enquête sur le domicile et sur l'identité de toutes les femmes enceintes ou en couches qui sont hospitalisées; que des tours soient établis dans tous les départements; que, dans le même local, soient réunis un tour et un bureau ouvert; que des secours soient accordés aux femmes ne pouvant, faute de ressources suffisantes, élever leur enfant. »

De son côté, M. le professeur Pinard a réclamé la création d'asiles de convalescence où les femmes pour-

(1) D'Haussonville, *Salaires et misères de femmes*, 1900.

raient rester avec leur enfant plusieurs mois. Les asiles de convalescence, principalement destinés aux femmes abandonnées, permettraient à ces dernières de séjourner là jusqu'au moment où leur aptitude au travail serait parfaite. Pendant ce temps elles allaiteraient leurs enfants.

D'autres auteurs ont insisté sur la nécessité d'une loi de protection pour les femmes enceintes et les nouvelles accouchées, loi empêchant de les faire travailler pendant un certain temps avant et après leurs couches, et leur permettant de vivre pendant ce temps au moyen d'une indemnité obligatoire.

M. le docteur Napias a demandé pour la femme un repos de six semaines avant et après ses couches. M. le docteur Thiroux a réclamé dans sa thèse une loi prescrivant le repos deux mois au moins avant l'accouchement et six semaines au moins après l'accouchement.

M^{me} Bernson a également donné comme conclusion de sa thèse :

1^o Toute femme, mariée ou non, travaillant dans les usines, manufactures, ateliers, doit être éloignée de son travail pendant les deux à trois mois qui précèdent l'accouchement, et les deux mois qui suivent l'accouchement.

2^o Pendant ce temps de non-admissibilité au travail industriel, une indemnité de trois francs par jour lui doit être allouée.

3^o Les indemnités seront fournies par une caisse de

maternité établie dans l'arrondissement et alimentée par un impôt sur les industriels de 100 francs par an et par femme employée à partir de l'âge de 18 ans ; l'État et le département seront chargés de compléter par moitié la somme nécessaire. »

Une loi de ce genre aurait en outre l'avantage de faire naître des enfants vigoureux. En effet, M. le professeur Pinard insiste depuis longtemps sur la nécessité du repos pour les femmes enceintes au point de vue de l'enfant, sur ce qu'il a appelé la puériculture. Il a montré en maintes reprises et en particulier dans la séance de l'Académie de Médecine du 26 novembre 1895, l'influence du repos sur le poids des enfants, en s'appuyant sur les chiffres recueillis à la Clinique Baudelocque, et qui concernent les femmes qui se sont reposées soit à cette Clinique, soit au Refuge de l'avenue du Maine. M. le docteur Bachimont a de même montré, dans sa thèse, que le poids de l'enfant d'une femme qui s'est reposée 2 à 3 mois est supérieur de 341 grammes à celui de l'enfant d'une femme qui a travaillé jusqu'à l'accouchement, et il a conclu : « Au point de vue de l'humanité, au point de vue de l'augmentation de la population, au point de vue de l'évolution de la race française, il est nécessaire et urgent que les pouvoirs publics interviennent pour protéger la femme enceinte pendant les trois derniers mois de sa grossesse et le fœtus pendant les trois derniers mois de sa vie intra-utérine. »

Ces lois de protection pour les femmes en couches existent d'ailleurs dans la plupart des pays étrangers. En Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Hollande, en Belgique, en Portugal, la loi prescrit un repos de 4 semaines après l'accouchement; en Norwège, ce temps est de 6 semaines. La Suisse est le seul pays où la loi prescrit le repos avant et après l'accouchement; ce repos est de 8 semaines, 2 avant, 6 après l'accouchement.

En France, il y a eu diverses propositions de loi, sur lesquelles nous ne voulons pas insister. Nous voulons seulement parler des deux derniers projets, datant de 1899, celui de M. Dulau et celui de M. Strauss. Celui de M. Dulau propose l'assistance maternelle pour les femmes enceintes dénuées de ressources, avec des maternités hospitalières et des asiles-ouvriers. Le projet de M. Strauss demande le repos obligatoire pour les ouvrières dans la dernière quinzaine de la grossesse et dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement.

Nous voici donc en présence de deux mesures de protection pour les femmes enceintes : d'une part, des asiles leur permettant de se reposer quand elles en sentiront le besoin; d'autre part, une loi prescrivant le repos obligatoire pendant un certain temps de la fin de la grossesse, avec une indemnité permettant ce repos. Au point de vue spécial qui nous occupe, de la femme enceinte non mariée, laquelle de ces mesures est préférable? Nous pensons que c'est la première, pour plu-

sieurs raisons : D'abord on ne peut pas fixer exactement le moment où une femme enceinte doit cesser de travailler ; ce moment est très variable, selon les personnes et aussi selon les professions. On risque donc, en faisant une loi, que des femmes qui ne peuvent plus travailler ne puissent pas avoir encore à cette époque une indemnité qui leur permette de vivre ; d'autre part, on ne doit pas craindre, avec la mesure que nous préconisons, que la femme travaille trop avant dans sa grossesse, car elle sera sûre, le jour où elle le voudra, de pouvoir se reposer à l'asile.

Ensuite, une mesure légale peut être nuisible aux femmes. Les patrons hésitent déjà bien assez à les employer ; lorsqu'ils sauront qu'ils en seront privés fatalement à une date connue d'avance, voudront-ils encore les occuper et ne s'en sépareront-ils pas avant le terme fixé par la loi ? Tandis que, sans cette loi, ils ne pourraient pas prévoir le moment où leurs ouvrières les quitteraient.

Enfin, les filles-mères, le plus souvent abandonnées, ne peuvent pas trouver chez elles les soins que nécessite leur état, tandis qu'elles les trouveraient dans des asiles.

En dehors de la création d'asiles de repos pour les femmes enceintes, l'État doit encore, à celles qui sont sans ressources, accorder des secours qui leur permettent d'élever leur enfant ; il doit aussi, comme l'a demandé M. Lagneau, « secourir et entretenir les en-

fants illégitimes de pères inconnus au moyen d'impôts spéciaux ou surélevés sur les célibataires de plus de 25 ou 30 ans ».

Par tous ces moyens, sociaux et légaux, on peut arriver à faire moins craindre la maternité aux femmes non mariées, à éviter un grand nombre d'avortements, et à augmenter par suite la natalité illégitime, sans que les unions libres soient plus fréquentes. Or c'est là une ressource précieuse, qui peut contribuer efficacement à la repopulation de la France.

CONCLUSIONS

1. — La natalité diminue de plus en plus en France ; cette diminution est due à la natalité légitime, la natalité illégitime augmentant au contraire légèrement. Par suite, pour lutter contre la dépopulation, il faudra agir surtout sur la natalité légitime ; mais il ne faudra pas négliger la natalité illégitime, qui peut fournir un sérieux appoint pour la repopulation.

2. — La faible natalité légitime n'est pas due à une diminution de la nuptialité ; sa cause est la limitation volontaire des naissances, laquelle tient d'une part aux lois et aux impôts, d'autre part aux idées régnantes. Pour la combattre, il faut à la fois des mesures légales (répartition plus équitable des impôts, décharge des pères de famille), et une action morale cherchant à changer les idées actuelles.

3. — La faible natalité illégitime est due à la situation très défavorable au point de vue matériel et au point de vue moral qui est faite aux filles-mères par les lois et par la société. Pour l'augmenter, il faut : au point de vue légal, d'une part protéger ces femmes en supprimant l'interdiction de la recherche de la paternité, d'autre part leur donner les moyens de se reposer pendant leur grossesse, et d'élever ensuite leur enfant ; au point de vue social, améliorer leur situation en combattant l'opprobre qui s'attache à la maternité illégitime.

Vu : Le Doyen,
BROUARDEL.

Vu : Le Président de la Thèse,
BUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Statistique générale de la France, nouvelle série.

Annuaire statistique de la France.

Arnould. — *Éléments d'hygiène*, 1895.

Rochard. — *Traité d'hygiène publique et privée*.

Rochard. — *Traité d'hygiène sociale*.

Bertillon. — Article « Natalité » du Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales, 1875.

Bertillon. — Article « France » (démographie) du même Dictionnaire.

De Sinéty. — Article « Stérilité » du même Dictionnaire.

J. Bertillon. — *Encyclopédie d'hygiène et de médecine publique*, tome I.

Revue d'hygiène. — (Cheysson, Wallich, Pinard, Layet, Napias), de 1880 à 1899.

Javal. — Des causes de la diminution de la natalité en France, *Revue d'hygiène*, 1884.

Cheysson. — La question [de la dépopulation, *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, 1884.

Lagneau. — Situation démographique de la France, *Revue d'hygiène*, 1890.

Bulletin de l'Académie de Médecine, 1891.

J. Bertillon. — La dépopulation de la France et des remèdes à y apporter, *Revue scientifique*, 8 avril 1899.

Bachimont — Documents pour servir à l'histoire de la puériculture intra-utérine, thèse de Paris, 1898.

M^{lle} Bernson. — Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière avant et après ses couches, thèse de Lille, 1899.

Thiroux. — La protection légale des femmes enceintes et accouchées dans la classe ouvrière, thèse de Paris, 1900.

Budin. — Femmes en couches et nouveau-nés, 1897.

D'Haussonville. — Salaires et misères de femmes, 1900.

